

N°46 – 18 novembre 2021.

En bref

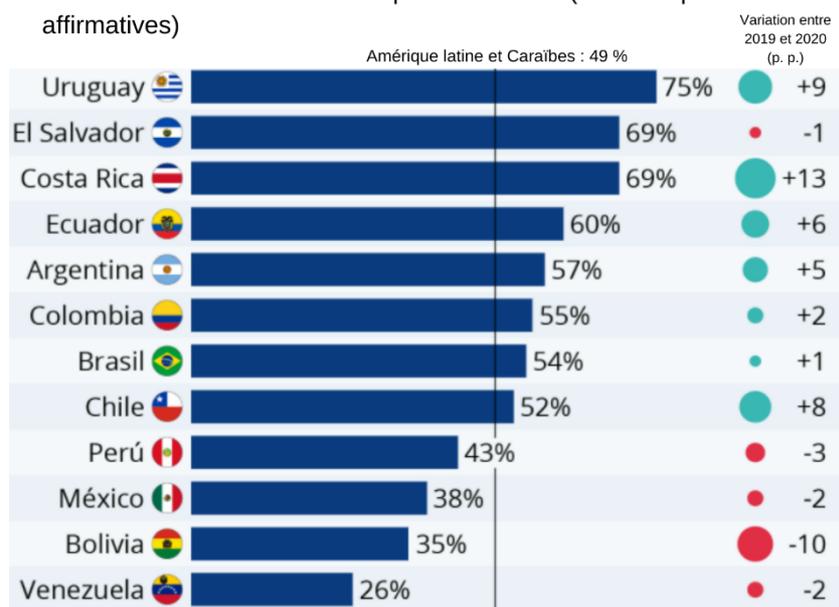
Selon l'étude « Global Law and Order 2021 », publiée cette semaine par le cabinet de conseil Gallup, les citoyens d'Amérique latine et des Caraïbes sont ceux qui ont le moins confiance dans leurs forces de police par rapport aux autres régions du monde. 49% des Latino-américains et des Caribéens interrogés déclarent faire confiance à leur police locale, alors que ce chiffre s'élève à 71% au niveau mondial. Les forces de police qui ont la plus mauvaise image aux yeux de l'opinion publique sont celles du Venezuela, de la Bolivie et du Mexique. A peine 1 Vénézuélien sur 4 interrogés fait confiance à la police locale, tandis qu'au Mexique, près de 4 citoyens sur 10 le font. A l'autre extrême, l'Uruguay présente un taux de confiance s'élevant à 75% des personnes interrogées. L'étude évalue également l'évolution de la perception des forces de police au cours de la première année de la pandémie. Globalement, le niveau de confiance dans la police est resté stable entre 2019 et 2020 ; mais pour les pays aux extrémités du spectre, la confiance du public dans la police a augmenté dans les pays d'Amérique latine où la police a la meilleure image, et a diminué dans les pays où elle inspire le moins de sécurité.

LE CHIFFRE À RETENIR

49%

C'est la moyenne des Latino-Américains et des Caribéens qui déclarent avoir confiance en leur police locale.

Avez-vous confiance en votre police locale ? (% de réponses affirmatives)



120.000 adultes enquêtés en 2020



BOLIVIE

L'exécutif abroge la « Ley madre » après 9 jours de manifestations.

Les manifestations massives ont eu raison de cette loi qui visait à combattre le blanchiment d'argent via la surveillance des opérations bancaires dites « suspectes », mais que la population a interprété comme une façon de poursuivre les travailleurs informels et les opposants politiques. Le Président Arce s'est prononcé en faveur de son abrogation. Le 16 novembre, après 9 jours de mobilisations, l'exécutif a signé et promulgué la loi de l'Assemblée législative qui abroge la « Ley madre ». Selon la Chambre Nationale de Commerce, les 9 jours de manifestations, concentrés principalement à Santa Cruz et Potosí, auraient provoqué 800 MUSD de pertes.

Le Ministère de l'Economie revoit à la hausse son estimation de la croissance pour 2021.

Le Ministre de l'Economie estime que la croissance du PIB dépasserait 5% en 2021. Il s'agit d'une révision à la hausse par rapport à la projection initiale de 4,4%, en ligne avec les estimations du FMI (5%), de la Banque Mondiale (5%) et de la CEPAL (5,1%). Après une chute de 8,8% du PIB en 2020, la production a rebondi au 1^{er} semestre 2021 et a crû de 9,4%, soit la 4^e plus forte croissance de la région. Ce rebond a été porté notamment par l'activité du secteur minier, de la construction, des transports et des communications. Toutefois, la croissance du PIB sur l'année mobile juillet 2020 – juin 2021 a été de 1,43%, inférieure au seuil de 4,5% requis pour accorder le bénéfice d'un 14^e mois (dit « segundo aguinaldo ») aux salariés.

COLOMBIE

La croissance atteint 13,2% au troisième trimestre 2021, mais ralentira en 2022.

Le Département Administratif National des Statistiques (DANE) a observé une croissance du PIB colombien de l'ordre de 13,2% pour le troisième trimestre 2021. Le rapport du DANE souligne que la demande intérieure a augmenté de 16,8% et la consommation des ménages de 20,2%. Le risque associé à la dépendance envers ce moteur de croissance est d'autant plus fort que les dépenses des ménages représentent déjà 72,5% du PIB et comptent pour 113% de sa croissance au cours des 12 derniers mois. En outre, il est attendu que les dépenses des ménages ralentissent en 2022, en raison de l'anticipation de la hausse d'inflation consécutive à la reprise économique. Par ailleurs, le taux de chômage encore élevé malgré la reprise (12,1% en septembre 2021) pourrait être un autre facteur de ralentissement des dépenses des ménages l'an prochain.

La deuxième journée sans TVA, qui aura lieu vendredi 19 novembre, se passera du carnet de vaccination.

Vendredi 19 novembre, de minuit à 23h59, sera organisée dans tout le pays la deuxième journée de l'année sans taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour une sélection d'articles spécifiques comme les appareils électriques, les jouets ou les vêtements. Le 20 octobre dernier, le gouvernement avait accordé par le biais du décret 1314 une exemption spéciale de la TVA allant jusqu'à 3 jours par an, pour les journées du 28 octobre, du 19 novembre et du 3 décembre 2021. Face à la crainte des commerçants de ne



pas enregistrer suffisamment de bénéfiques et de ne pas stimuler la consommation, le gouvernement a décidé que le carnet de vaccination contre la Covid-19, mis en place depuis le 16 novembre en Colombie, ne sera pas exigé pour ces journées. Ainsi, le gouvernement espère poursuivre les résultats engendrés le 28 octobre dernier, lorsque les ventes se sont élevées à 2,5 Mds USD.

La Colombie a obtenu 1,2 Md USD de financement pour l'environnement au sommet de la COP 26.

Lors de la 26^e édition de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP26), la Colombie a obtenu un financement de 1,2 Md USD dans le cadre du protocole de crédit pour une croissance durable et résiliente. Ce montant se répartit entre un soutien de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) à hauteur de 600 MUSD et un financement de 600 MUSD de la part des pays partenaires. A l'occasion du sommet, le Président Duque s'est engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre de la Colombie de 51% d'ici 2030, et à déclarer 30% du territoire national, tant continental que marin, comme zone protégée. A ce jour, la Colombie compte 28 millions d'hectares de zone protégée.

EQUATEUR

Le gouvernement obtient un prêt de la BID pour améliorer les services de réhabilitation sociale.

Le Ministère de l'Economie et des Finances a négocié avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID) un prêt de 45 MUSD pour

apporter une solution à la situation critique des détenus dans plusieurs prisons du pays. Ces dernières semaines, plusieurs faits de violences généralisées, dans lesquels des dizaines de détenus ont trouvé la mort, ont incité la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) à se rendre en Equateur du 1^{er} au 3 décembre pour une mission de reconnaissance. Le prêt de la BID servira à augmenter les ressources à disposition dans les prisons, tandis que le gouvernement a décidé l'allocation supplémentaire de 10 MUSD dans le budget national pour augmenter le personnel médical dans les prisons et entretenir les infrastructures pénitentiaires.

La BID approuve un prêt de 500 MUSD pour l'Equateur.

Mercredi 17 novembre, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) a approuvé un crédit de 500 MUSD, décaissé en une seule tranche, pour couvrir les besoins de financement du Trésor public. Le prêt aura une durée de remboursement de 7 ans, à laquelle s'ajoutera une période de garantie de 3 ans. Son taux d'intérêt sera basé sur le Libor. L'opération complète les efforts d'assainissement budgétaire convenus avec le FMI et sera utilisée pour soutenir la reprise économique, à travers le renforcement de l'équilibre budgétaire primaire, l'extension des programmes sociaux à 300.000 familles vulnérables, l'augmentation des réserves internationales et une meilleure gestion de la dette. Selon les prévisions du Trésor, les besoins de financement de l'Equateur pour 2021 s'élèvent à 7 Mds USD, dont une grande partie est couverte par les bailleurs multilatéraux.



PEROU

La Banque Centrale relève son taux directeur à 2 %.

La tendance à la hausse du taux directeur se maintient pour un 4^e mois consécutif. Cette nouvelle hausse, de 0,5 point, intervient afin de freiner l'inflation qui s'élève à 5,83% en g.a. à Lima en octobre (2,79% hors alimentation et énergie). Ce taux directeur à 2% reste inférieur au seuil de 2,5% que la BCRP avait maintenu jusqu'en avril 2020. Nombre d'analystes financiers estiment cependant que la Banque Centrale va relever progressivement son taux directeur en 2022 jusqu'à 3%, d'autant que celui-ci demeure l'un des plus bas de la région. L'inflation attendue sur l'année 2022 est estimée à 3,3%, et devrait revenir dans la fourchette cible de 1 à 3% au 2^e semestre 2022 selon les prévisions de la BCRP.

La classe moyenne s'est réduite de 9 points de pourcentage en 2020 en raison de la pandémie.

Selon l'Institut péruvien de l'économie, la classe moyenne, définie comme percevant entre 13 et 70 USD (valeur de 2011) par jour et par personne, est passée de 36,7% de la population en 2019 à 27,6% en 2020, soit son plus faible niveau en 13 ans. Le taux d'informalité élevé, la faible couverture sociale et la faible capacité d'épargne des ménages péruviens expliquent cette dégradation, qui est la plus forte de la région. Par ailleurs, la crise a eu des conséquences sur les tendances de consommation : les dépenses en technologies de l'informatique et de la communication (TIC) pour le télétravail ont augmenté au détriment des dépenses de loisir, en raison d'un moindre pouvoir d'achat.

Cependant, la part de la classe moyenne a rebondi au 4^e trimestre 2020 à 30,3% grâce à la levée partielle des restrictions et la reprise économique.

De nouvelles mesures sanitaires pèseront sur les non-vaccinés contre la Covid-19.

Considérant que plus de 60% de la population cible (28 M de personnes de plus de 12 ans) et 50% de la population totale (33 M) a reçu un schéma vaccinal complet (2 doses), le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures sanitaires qui imposeront des restrictions aux non-vaccinés. Ainsi, depuis le 15 novembre, les personnes de plus de 45 ans doivent présenter leur carnet de vaccination pour voyager dans les bus interprovinciaux, tandis que les travailleurs de la santé doivent être désormais vaccinés pour travailler en présentiel. A partir du 15 décembre, les employés des transports publics et les livreurs à domicile devront suivre l'exemple du secteur de la santé. Par ailleurs, les entreprises de plus de 10 employés devront prouver que tous leurs employés sont vaccinés pour poursuivre le travail en présentiel. Enfin, l'accès aux endroits clos pour les plus de 18 ans sera conditionné à la présentation du carnet de vaccination. Ces mesures surviennent alors que le niveau d'alerte a été relevé dans certaines provinces et que l'on assiste à un ralentissement du rythme de la vaccination.

VENEZUELA

L'industrie augmente légèrement sa production par rapport au 3^e trimestre 2020.



L'enquête de conjoncture industrielle pour le 3^e trimestre 2021, menée par la Confédération des industriels vénézuéliens (Conindustria), a révélé que 45% des entreprises interrogées ont observé une augmentation de leur carnet de commandes par rapport au même trimestre de l'année dernière. 1 entreprise sur 10 déclare avoir exporté et 38% des répondants ont déclaré que leur situation s'était améliorée par rapport à la même période un an plus tôt. Néanmoins, les petites entreprises sont toujours les plus durement touchées par la diminution de leur masse salariale et l'exode des talents, ainsi que par les faibles niveaux de consommation des ménages. Par ailleurs, l'enquête révèle également que l'industrie utiliserait 23,3% de ses capacités de production (plus fort taux depuis le 3^e trimestre 2018), faute d'investissements dans ses infrastructures et d'un niveau satisfaisant de consommation des ménages vénézuéliens. Néanmoins, 13,2% des entreprises interrogées par Conindustria déclarent qu'elles n'utilisent qu'entre 0 et 5% de la capacité installée, et qu'elles sont donc pratiquement inopérantes et vouées à la fermeture.

Citgo affiche des pertes de 4 MUSD pour le troisième trimestre 2021.

Citgo, la filiale de PdVSA aux Etats-Unis, a rapporté une perte nette de 4 MUSD pour le 3^e trimestre 2021, un chiffre loin des résultats du trimestre précédent au cours duquel l'entreprise avait enregistré des bénéfices nets de 3 MUSD. La diminution de l'EBITDA d'un trimestre à l'autre est principalement due à certaines mesures prises par l'entreprise, telles que le rétablissement des salaires et des avantages sociaux des employés de Citgo au 3^e trimestre, mais aussi aux arrêts non planifiés dans les raffineries de Corpus Christi et Lake Charles. Les

exportations de produits raffinés de Citgo au 3^e trimestre 2021 ont atteint une moyenne de 136.000 barils par jour, soit une légère augmentation par rapport au trimestre précédent. La filiale de PdVSA prévoit que les ventes à l'exportation devraient continuer de se renforcer pour la fin de l'année 2021, à mesure que l'Amérique latine poursuit sa reprise économique.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 18 novembre 2021.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	526 306	44 257	19 043	1 601	0,7 M	6%	3,9 M	33%
Equateur	521 792	28 970	33 088	1 837	2,4 M	14%	10,5 M	59%
Colombie	5 038 544	97 591	127 912	2 478	10,5 M	20%	23 M	45%
Pérou	2 218 202	66 010	200 741	5 974	4,5 M	13%	16,5 M	49%
Venezuela	422 229	14 907	5 049	178	4,6 M	16%	9,3 M	32%
Am. du sud	38 742 428	n.d.	1 176 968	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-8,8	5	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-6,8	7,6	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7,8	2,8	-8,9	n.a.	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43,5	20,4	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11	10	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-15,9	0,7	-13,9	n.a.	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	42*	-30	-5	n.a.	n.a.	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9,9	7,5	-11,4	n.a.	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4,1	5,2	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5,8	11	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8,3	6,2	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

* dernière source FMI, certains analystes l'estiment à 26 Mds USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international